Mercredi 21 février 1979 – No 1 035

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

« Une riposte limitée »

Déclaration du PCML

Dans la journée du 16 février, les troupes de défense-frontière chinoise ont procédé à une contre-attaque le long de la frontière avec le Vietnam. Il s'agit d'une riposte limitée aux actes d'agression et aux provocations perpétrées à l'encontre de la Chine depuis plusieurs mois, notamment depuis le début de l'été.

Ces faits d'agression ont été établis par de nombreux reportages de journalistes de différents pays. En quelques mois, les autorités vietnamiennes ont brutalement expulsé plus de 200 000 ressortissants chinois qui vivaient et travaillaient au Vietnam depuis de longues années et avaient participé activement à la résistance antiaméricaine. Ces derniers mois, les dirigeants de Hanoï ont transformé la zone frontière en un véritable « camp retranché » ; elle est devenue « zone interdite » sous autorité militaire, et ils en ont expulsé une partie de la population traditionnellement amie de la Chine ; ils ont fermé les accès entre les deux pays, ont posé des mines sur de grandes surfaces, installé des postes avec miradors. Depuis août dernier, ils ont attaqué des trains chinois, pillé des biens en territoire chinois, accompli plus de 700 provocations armées et tué 300 Chinois, gardes-frontières et civils.

De telles attaques, qui allaient en s'amplifiant ces derniers temps, ont nécessité la riposte chinoise. Des mois durant, le gouvernement chinois a fait preuve de patience et a exhorté la partie vietnamienne à négocier, à cesser ce recours à la force. Le coup de semonce du 16 février vise à lui faire entendre raison, à rétablir la paix et la sécurité le long de la frontière. On ne saurait impunément s'en prendre à l'intégrité et à la souveraineté du territoire chinois. En aucun cas, la politique de la Chine ne saurait être une politique de faiblesse et d'impuissance qui laisserait le peuple chinois engagé dans la gigantesque bataille de la modernisation, désarmé et vulnérable.

Une telle riposte, cependant, ne présente nullement le caractère d'une agression.

Comme l'a indiqué l'éditorial du quotidien du Parti communiste chinois : *« Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien. Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité. Après une riposte, rendue nécessaire, aux agresseurs, nos troupes de la défense-frontière s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie ».*

Une fois leur riposte accomplie, les troupes chinoises se retireront sur leur frontière. De la même façon, en 1962, le gouvernement chinois a été amené à contenir une agression indienne contre la Chine ; les troupes chinoises ont alors repoussé les agresseurs indiens de quelques kilomètres et ont ensuite réintégré le territoire chinois après le succès de leur opération.

Aujourd'hui, la Chine procède de la même sorte à l'encontre du Vietnam. Ce matin du 20 février, il est déjà question d'un repli organisé des troupes de défense-frontière en territoire chinois. En aucun cas, la politique chinoise se saurait être confondue avec une politique d'agression à l'encontre de qui que ce soit.

Ceux qui crient à *« l'agression contre le Vietnam »* se conduisent tel le voleur qui crie « au voleur » ! Voilà bientôt deux mois que le Vietnam a lancé une agression généralisée et systématique du Kampuchea (Cambodge) ; il y maintient une armée de 150 000 hommes, y installe un gouvernement fantoche à sa solde.

(Suite page 3)

Déclaration du secrétariat du CC du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

La contre-attaque chinoise aux provocations vietnamiennes

Une action limitée dans le temps et dans l'espace

DES lundi, les troupes chinoises avaient stoppé leur avance à dix kilomètres à l'intérieur du territoire vietnamien. Déjà certaines unités se replieraient vers la frontière. Comme l'avait déclaré Deng Xiaoping, la contre-attaque chinoise face aux provocations vietnamiennes est bien une *« action limitée qui ne serait pas développée »*. Jamais il n'a été question d'occupation du sol vietnamien ni de la prise de Hanoï ou Haïphong ni de renversement du gouvernement vietnamien...

Par ces opérations, d'ailleurs strictement limitées à la région frontière, la Chine a montré que sa patience n'est pas de la faiblesse.

(Voir article pages 2 et 3)

Voir page 8 : quelques rappels des provocations vietnamiennes

Les intrigues de la Sonacotra

LA Sonacotra envisage de fermer certains foyers. Elle a réussi d'autre part à faire refaire des procès qui lui étaient défavorables et à obtenir de lourdes condamnations contre les résidents de certains foyers.

Après que ses précédentes tentatives de casser la grève aient échouées, la Sonacotra inaugure une nouvelle tactique. Elle entreprend de fermer les foyers. Dix de ces fermetures ont été annoncées. Quatre projets précis sont en voie de réalisation. Ils concernent les foyers de Nanterre-Maison, celui de Garges-les-Gonesses, de Villemomble-Laénnec et de Chilly-Mazarin.

La raison mise en avant par la Sonacotra pour justifier cette fermeture est le déficit de la gestion de ces foyers. La Sonacotra laisse entendre que ce déficit aurait pour origine et cause principale la grève des résidents. Or, cela est un pur mensonge. En 1974, avant que n'éclate la grève des loyers le déficit existait déjà. Il s'élevait à 200 millions de francs. En ce qui concerne le déficit actuel la grève des loyers n'y est que pour 10 %.

LE DÉFICIT INCOMBE A LA SONACOTRA

A l'origine du déficit de la Sonacotra, il y a la mauvaise gestion des dirigeants de la Sonacotra. Il y a aussi la politique de renchérissement du loyer qui a abouti à faire partir nombre de résidents refusant de payer 240 ou 250 francs par mois pour la minuscule pièce qu'ils ont. Aujourd'hui, de ce fait, de nombreux bâtiments sont vides dans les foyers. Cette fuite des résidents les plus pauvres n'a fait qu'aggraver le déficit. Une autre raison du déficit tient au type même de la construction.

En ce qui concerne les répercussions de la grève sur le déficit, la Sonacotra est responsable du préjudice causé. Jusqu'à présent elle a toujours en effet refusé de discuter avec les résidents en grève pour parvenir à une solution juste. Les résidents sont en effet prêts à payer un prix de loyer qui corresponde à la qualité de leur logement.

Les résidents sont décidés à s'opposer à la fermeture des foyers et à s'organiser pour assurer la relève de la Sonacotra si cela est nécessaire.

(Suite page 4)

IRAN

Abolir le passé

SAMEDI, le peuple iranien répondait en masse à l'appel du gouvernement Bazargan et de l'ayatollah Khomeiny en reprenant le travail. Ouvriers du pétrole, fonctionnaires retrouvaient les usines et les administrations qu'ils avaient quittées depuis des mois. L'Iran s'est remis en marche, mais on n'oublie pas le passé pour autant, un passé que tout le peuple veut abolir.

Après avoir abattu au cours de ces dernières semaines tous les symboles, statues et autres, du régime du Shah, on en est aujourd'hui au temps des mesures concrètes.

Ces mesures, ce sont la confisquation des biens de la famille du Shah, plus d'un milliard de dollars. Cette fortune a été acquise sur le dos de tout le peuple et plus particulièrement des paysans.

Abolir le passé, c'est aussi juger tous les responsables de l'ancien régime. Une vingtaine d'entre eux ont été arrêtés la semaine dernière.

Quatre généraux ont déjà été exécutés. Parmi eux, le plus haï sans doute, le général Nassiri, ancien chef de la Savak. La Savak était la police politique du Shah. C'est elle qui arrêtait, torturait, assassinait tous les opposants au régime du Shah.

C'est alors que l'on a pu entendre certains crier au scandale parce que la presse iranienne avait publié les photos de ces généraux exécutés après avoir été jugés. La publication de ces photos est sans doute pour eux une plus grave atteinte aux droits de l'homme que les assassinats et les tortures perpétrés par milliers par ces criminels qui viennent d'être exécutés ?

Ces humanistes bourgeois Giquel et les autres ne se sont pas inquiétés durant toutes ces années de dictature du Shah, des crimes commis par ces officiers, comment osent-ils aujourd'hui s'appitoyer sur le sort de ces assassins du peuple iranien ?

Abolir le passe en Iran, c'est en finir avec la dictature la plus autocratique. Ainsi un référendum et des élections législatives auront lieu prochainement où toutes les force. politiques pourront se présenter.

Abolir le passé, c'est aussi rompre avec les États d'Israël et d'Afrique du Sud. Le Shah était un réel soutien de ces États dans la mesure où il fournissait respectivement à l'État sioniste et à l'Afrique du Sud 70 % et 90 % de leurs besoins en pétrole.

La visite de Yasser Arafat à Téhéran, le week-end dernier, montre ce virage important. Le gouvernement iranien actuel a assuré la résistance palestinienne de son soutien.

Abolir le passé, c'est aussi suivre une politique de non-alignement. Avant d'être au pouvoir, l'ayatollah Khomeiny s'était engagé à suivre cette politique. L'avenir permettra de dire s'il respecte ou non cet engagement de première importance, non seulement pour l'Iran, mais aussi pour la paix dans le monde.

On sait déjà que l'ayatollah Khomeiny a reçu très favorablement le message que lui a envoyé le premier ministre turc, Bulent Écevit, message assurant au nouveau gouvernement iranien qu'il lui prêterait assistance en cas de nécessité.

En réponse à ce message, Khomeiny a souligné l'importance de bonnes relations entre la Turquie et l'Iran.

Il a également insisté sur la nécessité pour tous les pays musulmans d'agir conjointement contre les grandes puissances. Cette orientation est positive et l'instauration de bonnes relations entre la Turquie et l'Iran sont effectivement de première importance étant donné la position stratégique de ces deux pays.

De telles attitudes du gouvernement iranien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays sont certes encourageantes. Reste à savoir si elles pourront se maintenir. Les puissances impérialistes, et l'URSS plus particulièrement n'ont certes pas dit leur dernier mot.

Évelyne LE GUEN

C'est l'Europe qui est visée !

★ *Pays qui ont été le terrain d'interventions soviétiques ces dernières années.*

Acheminement des sources d'énergie et des matières premières vers l'Europe.

Les différents terrains d'intervention de l'URSS ces dernières années montrent que la stratégie globale de celle-ci est d'étouffer l'Europe. C'est en vue de cette stratégie que l'URSS tente de contrôler toutes les zones d'approvisionnement ou d'acheminement des matières premières et des sources d'énergie nécessaire à la vie économique de l'Europe. L'Europe privée de ses moyens vitaux pourrait alors tomber comme un fruit mûr...

Moscou menace

LES réactions du Kremlin, tant par le biais des déclarations officielles que par l'agence *Tass* ont été extrêmement brutales à la risposte chinoise contre les incessantes provocations vietnamiennes à la frontière.

Rappelant l'accord militaire signé entre l'URSS et le Vietnam, une déclaration diffusée dimanche par l'agence *Tass* indique que l'URSS *« respectera ses engagements »*. C'est là une menace directe à peine voilée contrela Chine. Alternant tentatives d'intimidation et menace, Moscou gronde... Il est vrai que le social impérialisme est furieux de voir un pays s'opposer de manière aussi ferme à sa politique hégémonique au niveau mondial.

Les reculades et les rebuffades de Carter sont devenues légende. Depuis qu'ils ont commencé à mordre la poussière, les impérialistes américains ont lâché point après point à chaque fois que Brejnev a commencé à faire les gros yeux. Ainsi, sur les négociations Salt II, c'est indiscutablement Brejnev qui mène la danse, acceptant ou refusant que tel ou tel type d'arme soit ou non inclus dans le programme de limitation selon son intérêt.

Au niveau européen, l'attitude des gouvernements est tout aussi significative. La conférence de presse de Giscard, la semaine dernière, est particulièrement claire à ce niveau. Bien que l'on voit des tentatives parfois de s'opposer à la poussée croissante du social impérialisme comme au Zaïre l'an dernier quand les intérêts des bourgeoisies sont en jeu, la tendance générale est bien plutôt la capitulation devant les exigences soviétiques. Le refus de Giscard de vendre des avions à la Chine pour ne pas déplaire à Moscou en est une illustration flagrante.

Soutenu en cela par les partis révisionnistes, Moscou a fait de l'acceptation de tous ses diktats le critère du désir de paix de tous les pays du monde. « Ou vous acceptez ce que je veux, ou vous voulez la guerre ». C'est on ne peut mieux résumer la position qu'a prise le Kremlin ces dernières années à chaque fois qu'un obstacle s'est dressé sur sa course à l'hégémonie mondiale. S'adressant à des gouvernements bourgeois, Brejnev et ses menaces ont, de manière générale, toujours fait reculer celui qui avait osé se dresser : Carter lors de la toute récente affaire des bombes atomiques à Cuba, Giscard sur les ventes d'armes à la Chine.

Mais voilà, la République populaire de Chine, ce n'est ni Carter, ni Giscard. Le peuple chinois, ce n'est pas une bourgeoisie capitularde qu'effraie le premier grincement de dents de la superpuissance soviétique. Et leurs menaces resteront vaines. *« Notre patience ne doit pas être confondue avec de la faiblesse »* ont maintes fois déclaré les dirigeants chinois avant de se résoudre, après maints et maints avertissements, a répondre aux provocations vietnamiennes encouragées par l'URSS par une contre-attaque ayant pour but de faire respecter leurs frontières.

Déjà l'Inde en avait fait l'expérience en 1962, lorsque profitant de difficultés extérieures de la Chine, l'armée indienne avait envahie une partie du territoire chinois. Déjà à l'époque, Moscou avait menacé la Chine. Cela n'avait pas empêché le peuple chinois de défendre avec fermeté son territoire.

La Chine donne aujourd'hui une leçon à tous les Carter et à tous les Giscard. Face aux grondements du principal fauteur de guerre du moment, la défense de la paix ne passe pas par les reculades successives comme au plus beau temps de Munich. Elle passe par une défense intransigeante de l'indépendance et de l'intégrité territoriale. Et cela, quel que puisse être le bruit que fasse Moscou.

Serge FOREST

CAMBODGE

La résistance à l'agression vietnamienne s'intensifie et s'organise

LES troupes d'agression vietnamiennes au Kampuchea ont maintenant atteint 15 divisions totalisant 150 000 hommes. Mais ce faisant, au lieu de se sortir de leurs difficultés, les autorités de Hanoï s'enlisent de plus en plus dans le bourbier de la guerre populaire au Kampuchea.

Selon la radio du Kampuchea démocratique, l'armée révolutionnaires continue avec succès le harcèlement des forces vietnamiennes le long des principales routes du pays. Le 10 février c'est plus de 50 agresseurs vietnamiens qui furent mis hors de combat à Kratié, une quarantaine à Kompong Chhnang et une vingtaine à Krakor. Partout de nombreuses armes ont été saisies.

Le lendemain, sur la route No 3, l'armée révolutionnaire a détruit trois véhicules de transport vietnamiens, mettant hors de combat tous leurs occupants. Le même jour, sur la route No 4, les Vietnamiens ont eu 39 tués et de nombreux blessés, ils ont perdu également quatre tanks sur la route No 26. Enfin, 30 Vietnamiens ont été mis hors de combat et une importante quantité de matériel militaire a été saisi dans la région de Thma Kor dont la plus grande partie est désormais sous le contrôle de l'armée révolutionnaire du Kampuchea.

Dernièrement, un congrès national s'est tenu au Kampuchea. Il a fait le bilan des premières expériences acquises depuis un mois dans la guerre de guérilla et il a mis au point les plans pour accroitre encore l'efficacité de la lutte pour vaincre définitivement les agresseurs vietnamiens.

Au moment où l'existance de la nation est sérieusement menacée par un ennemi redoutable, le peuple du Kampuchea va former un large front uni national, démocratique et patriotique. Rassemblant ainsi les patriotes de tous les milieux, il pourra mener la guerre populaire prolongée lui permettant de chasser les agresseurs vietnamiens et de restaurer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la nation.

Henri BERTHAULT

Déclaration du PCML

« Une riposte limitée »

Suite de la page 1

Il s'agit bien d'une agression caractérisée à l'encontre d'un autre pays. Sans vergogne, les dirigeants vietnamiens s'efforcent de mettre sur pied une Fédération indochinoise sous leur tutelle et cherchent à pousser plus loin leur expansion dans le Sud-Est asiatique. Ils installent à la force des baïnnettes un gouvernement à leur solde dans une capitale étrangère et y maintiennent leurs troupes en permanence. Voilà des mois et des mois que les chefs de Hanoï s'en prennent à « l'hégémonisme chinois », « ennemi No 1 » et multiplient leurs provocations à la frontière chinoise pour préparer, masquer et justifier leur occupation du Kampuchea. Ils en seront pour leurs frais, car les faits sont là. Le gouvernement chinois, quant à lui, use avec retenue de son droit de riposte et s'apprête à retirer rapidement ses troupes en territoire chinois.

Les dirigeants de Hanoï continuent d'envoyer chaque jour troupes, matériel et munitions au Cambodge, tout en niant l'évidence de leur agression !

Lors de l'agression américaine contre le Vietnam, la Chine s'est toujours trouvée aux côtés du Vietnam ; elle a été un arrière solide et sûr, tant sur le plan politique que pour le ravitaillement et l'appui logistique. Une profonde et réelle solidarité s'est nouée entre les peuples chinois et vietnamien. Aujourd'hui, les dirigeants de Hanoï ont fait fi de ce passé commun et se sont engagés dans une mauvaise voie, en attachant le sort de leur pays aux intérêts de Moscou. Car derrière Hanoï et sa volonté d'hégémonisme régional, il y a Moscou et ses manœuvres de domination mondiale. Si les dirigeants de Hanoï courent à l'aventure et à l'agression au Kampuchéa, s'ils s'en prennent fébrilement à la Chine, c'est qu'ils sont soutenus et encouragés, sollicités par le social-impérialisme soviétique.

Voilà pourquoi la situation dans le Sud-Est asiatique requiert toute notre attention et toute notre vigilance. Résister pied à pied à l'agression vietnamienne, tel que le fait le peuple du Kampuchea avec succès, riposter fermement aux provocations frontalières comme le fait la Chine, c'est la voie juste de la fermeté et de la lutte face aux ambitions démesurées de l'hégémonisme soviétique.

Déclaration du secrétariat du Comité central du PCML

La riposte chinoise aux provocations vietnamiennes

Une action limitée dans le temps et dans l'espace

En dépit de son caractère limité dans le temps et dans l'espace, l'action de la Chine a suscité un certain émoi chez de nombreuses personnes qui auraient préféré que la Chine ne riposte pas aux provocations vietnamiennes qui durent depuis de longs mois.

Mais imaginons un instant que, chaque jour, votre voisin vienne dans votre cour casser les vitres de votre maison : au début, vous essayez de discuter à l'amiable ; il répond en se moquant de vous et en continuant de plus belle ; alors vous haussez le ton, mais ce n'est pas ça qui l'impressionne. Finalement, un beau jour, vous l'attrapez, vous le ramenez dans sa cour à lui en le corrigeant et vous rentrez aussitôt chez vous : dans ces conditions, peut-on parler d'agression de votre part ?

C'est un peu la même chose qui s'est passée entre le Vietnam et la Chine : après avoir tout tenté pour ramener le Vietnam à la raison, la Chine a été contrainte de passer à la contre-attaque, étant bien entendu dès le début, que les soldats chinois se retireraient rapidement à la frontière pour défendre strictement leur territoire.

Les attaques vietnamiennes contre la Chine ont commencé il y a plusieurs mois. Ci-dessus, en novembre 1978, un mineur chinois blessé par les Vietnamiens.

AGRESSION OU RIPOSTE ?

Notons d'ailleurs la différence *essentielle* entre cette opération (de caractère strictement défensif qui a pour but de stopper net les ambitions toujours plus démesurées du Vietnam) et l'agression indéniable du Vietnam contre le Cambodge : ce ne sont pas seulement dix kilomètres de territoire qui ont été envahis, mais tout le pays ; aujourd'hui, deux mois après, on peut parler d'une véritable *occupation* puisque 150 000 hommes sont toujours stationnés dans ce pays étranger et sont même renforcés ; enfin, les agresseurs vietnamiens n'ont pas hésité à prendre la capitale, Phnom Penh, et à y installer un gouvernement fantoche à leur solde. On voit d'ailleurs aujourd'hui le résultat de cette agression puisque le Vietnam vient de signer un traité très spécial (avec le Cambodge après le Laos) abolissant pratiquement les frontières entre les deux pays et légitimant le stationnement des troupes d'occupation vietnamiennes sur son territoire : il s'agit de la part du Vietnam d'une tentative pure et simple d'annexion du pays voisin.

CHANTAGE OU PAS

Mais une autre interrogation se pose aussi pour beaucoup de gens : la Chine n'exerce-t-elle pas une sorte de chantage sur le Vietnam, signifiant à peu près ceci : *« Ou bien vous retirez vos troupes du Cambodge, et nous retirons les nôtres du Vietnam, ou bien vous persistez à occuper le Cambodge et alors nous, nous restons sur votre territoire »*. Cette hypothèse n'est pas très vraisemblable : que ce soit dans la déclaration du gouvernement chinois ou dans la presse officielle, il n'est nullement question de pressions de ce genre.

La proposition de négociations de la part de la Chine n'est pas conditionnée par un retrait des troupes d'occupation vietnamiennes du Cambodge. Il s'agit de régler le conflit entre le Vietnam et la Chine. Il n'est pas dans les habitudes chinoises d'envoyer ses soldats intervenir dans les conflits opposant d'autres pays et où la Chine n'est pas impliquée.

Ce qui, bien sûr, n'exclut pas un soutien politique et matériel au peuple cambodgien et à tous les peuples en lutte pour leur indépendance qui comptent avant tout sur eux-mêmes pour se libérer. Mais c'est une autre affaire. Si la Chine est attaquée : alors elle se défend puisqu'elle est directement concernée, comme c'est le cas aujourd'hui avec le Vietnam, ou hier avec l'Inde.

Claude LIRIA

Pham Van Dong à Phnom Penh

SAMEDI et dimanche derniers, Pham Van-Dong, premier ministre du Vietnam, s'est rendu à Phnom Penh. Prévue initialement pour janvier, cette visite avait dû être retardée en raison des difficultés imprévues rencontrées par les fantoches du FUNSK pour s'installer à Phnom Penh, malgré le soutien massif de l'armée vietnamienne.

A l'occasion de ce voyage, le gouvernement vietnamien et le gouvernement fantoche « cambodgien », dirigé par le traitre Heng Samrin ont signé le dimanche 18 février un traité d'amitié et de coopération. Du même type que celui conclu voilà bientôt deux ans entre le Vietnam et le Laos, ce traité contient une clause de défense mutuelle qui légitime la présence en territoire khmer d'un important corps expéditionnaire vietnamien.

Pourtant, Pham Van-Dong et Heng Samrin ont pris soin de préciser dans leurs déclarations que leur alliance n'était dirigée contre aucun pays tiers. On se demande alors à quoi peuvent bien servir ces 150 000 Vietnamiens stationnés au Kampuchea ? Sans doute, à réduire *« les derniers débris de l'armée de Pol Pot »* selon l'expression de Pham Van-Dong.

Tout cela nous rappelle les couplets sur le « dernier quart d'heure » que nous servaient jadis les Mollet et compagnie au temps de la guerre d'Algérie. De « dernier quart d'heure » en « dernier quart d'heure », la guerre du peuple algérien se renforçait, jusqu'à balayer complètement l'armée des colonialistes français pourtant plus puissante.

N'en déplaise aux Pham Van-Dong, Heng Samrin et à tous leurs complices, de « dernier débris » en « dernier débris », l'armée révolutionnaire du Kampuchea démocratique ira en se renforçant chaque jour davantage, jusqu'à la défaite complète des envahisseurs vietnamiens et de leurs fantoches.

Henri BERTHAULT

L'Humanité et la riposte chinoise

SEULE dans la presse française *L'Humanité* reprend à son compte la version vietnamienne ou soviétique (c'est la même) des événements qui se déroulent à la frontière sino-vietnamienne. L'éditorial signé René Andrieu parle de la riposte chinoise aux provocations armées du Vietnam comme d'une « agression ». Pour *l'Humanité*, la responsabilité chinoise est « évidente ». Voyons tout de même les faits qui servent de fondement à cette évidence. Premier argument : *« Ce n'est pas le Vietnam (50 millions d'habitants, une armée de 620 000 hommes selon l'AFP) qui peut être accusée de vouloir imposer son hégémonie à Pékin ou de préparer la conquête de la Chine (près d'un milliard d'habitants, une armée de 4 325 000 hommes).*

Si l'argument est si fort, on se pose alors la question : pourquoi *l'Humanité* n'y a pas eu recours dans le cas du conflit entre le Cambodge (huit millions d'habitants, etc.) et le Vietnam ?

Deuxième argument : *« La vérité, c'est que les Vietnamiens qui sortent à peine d'une terrible guerre — victorieuse — pour leur indépendance, ne veulent être les sujets ni les clients de personne »*. Là encore, l'argument aurait eu certainement plus de poids si le Vietnam n'avait pas adhéré au Comecon, signé un traité militaire avec l'URSS et concédé les bases militaires d'où furent chassés les Américains, aux Soviétiques. Les beaux gages d'indépendance que voilà !

Enfin, dernier argument : *« Au Cambodge, c'était les Chinois qui menaient la guerre contre le Vietnam par Pol Pot interposé »*. Là, Andrieu passe la mesure. Jusqu'à ce jour personne n'avait osé présenter une version aussi fantaisiste de la brutale agression vietnamienne à l'encontre du Cambodge. C'est fait. Tels sont les trois arguments massues qui permettent à *l'Humanité* d'emboiter – une fois de plus – le pas aux Soviétiques, le tout au nom de l'évidence. La position est plutôt inconfortable, on en conviendra.

Les intrigues de la Sonacotra

Après maintes provocations contre les grévistes, la direction de la Sonacotra tente une nouvelle manœuvre : la fermeture des foyers (notre photo : l'agression contre le foyer de Villemomble en décembre en 1977)

(Suite de la page une)

En ce qui concerne les procès, si dans un premier temps les juges se sont pour beaucoup déclarés incompétantes ou ont décidé un complément d'enquête, il semble aujourd'hui que la Sonacotra et le gouvernement aient réussi à faire revenir certains des tribunaux en arrière et à faire rejuger des affaires déjà en cours.

Ainsi, le tribunal de St-Denis, le 15 décembre dernier, avait décidé une expertise pour les foyers de St-Denis, Romain-Rolland et de Pierrefitte. Or, le 1er février, sans attendre les résultats de l'expertise en cours, le même tribunal a condamné soixante résidents environ de Pierrefitte à subir des saisies-arrêts sur salaires pour un montant s'élevant de 9 900 F à 110 000 F.

Autre exemple : il y a quelques mois, le tribunal de Noisy, dans la banlieue parisienne, avait convoqué les résidents d'un foyer de Bobigny. Une audience avait eu lieu au cours de laquelle le tribunal avait écouté les deux parties en présence.

Il devait rendre son jugement un peu plus tard. Alors que l'affaire était en cours, la Sonacotra organisait contre les résidents du même foyer un second procès pour les mêmes motifs devant le tribunal de Bobigny, qui lui est plus favorable à la Sonacotra que celui de Noisy. Dans un premier temps, le tribunal de Bobigny déclarait qu'il ne pouvait juger puisque exactement la même affaire était en cours à Noisy.

La Sonacotra réussit à contourner cette difficulté en s'appuyant sur la municipalité PCF de Bobigny. Celle-ci mandata un avocat du PCF qui s'inscrivit d'office au nom des résidents (qui ne l'avaient pas mandaté) contre la Sonacotra au tribunal de Bobigny. Le juge de la 6e chambre du tribunal de grande instance de Bobigny put ainsi se saisir de l'affaire. L'avocat mandaté par la mairie n'a jamais défendu les résidents au cours des précédents procès. Il ne fait pas partie du collectif d'avocats du Comité de coordination et méconnait les arguments du Comité de coordination et ses avocats. Il n'a en rien défendu leurs revendications.

Résultat : le tribunal de Bobigny a condamné les résidents concernés à être expulsés dans les vingt-quatre heures avec paiement de tous les arriérés de loyer, d'une amende de 500 F et d'une « astreinte » de 50 F par jour de retard dans le paiement des sommes demandées. Ce tribunal à la botte du pouvoir prétend que *« la collectivité des contribuables français ne doit pas supporter la charge des travailleurs immigrés qui se trouvent ainsi mieux traités que les Français »*. C'est là un prétexte mensonger et cynique. Ce ne sont pas les Français qui paient en effet pour les constructions, la gestion et l'entretien des foyers, mais les immigrés eux-mêmes par l'intermédiaire du FAS.

Un premier procès demandant la fermeture du foyer de Nanterre aura lieu le 26 février à 10 h au tribunal de grande instance de Nanterre. Le Comité de résidents appelle à un rassemblement devant ce foyer, 1, allée des Primevères, à Nanterre.

(RER Nanterre-ville. Bus 167 arrêt Maison-Nanterre).

HM

Agence d'urbanisme de la région grenobloise

Action en cours

En tant que lecteur de votre journal, je vous envoie ci-joint des communiqués de presse relatifs à un conflit qui se passe dans mon entreprise, l'Agence d'urbanisme de la région de Grenoble.

L'Agence d'urbanisme (AURG) est un bureau d'étude de 50 personnes moitié cadres, moitié employés (appelés en général « non-cadres ») chargé de faire toutes les études d'urbanisme et d'aménagement de la région grenobloise. Elle est financée et dirigée par un conseil d'administration constituée de représentants des collectivités locales (villes, syndicats intercommunaux, départements) et de l'Etat, où les élus locaux, appartenant au PS et PCF, sont fortement majoritaires ; le président, maire-adjoint d'une commune de banlieue, est PS.

Le personnel, 60 % à la CFDT et 10 % à la CGT est assez combatif. Il avait mené et gagné en septembre 1975 une grève de 10 jours pour titulariser les temporaires en place. Les syndiqués, souvent en désaccord avec les directions de leur confédérations, n'ont jamais hésité à manifester leurs critiques vis-à-vis des élus de gauche qui les dirigent.

La démocratie syndicale fonctionne relativement bien sous forme de réunions d'adhérents ouverte aux non-syndiqués et réunissant en général de 15 à 20 personnes. Toutes les actions et les luttes sont décidées en assemblée générale avec consultation des absents pour les actions importantes.

L'action en cours concerne la négociation qui traine depuis un an, d'une nouvelle grille des salaires, et d'une nouvelle convention d'entreprise.

Après d'interminables dis discussions à froid, nous nous trouvons face à un projet qui présente quelques avantages par rapport à la situation actuelle mais ne résoud pas le problème principal, à savoir la moitié des « non-cadres » doivent voir leur salaire plafonné dans les cinq prochaines années. Or, la nouvelle grille ne propose qu'un déplafonnement très réduit et à vitesse d'avancement deux fois plus lente que celle des cadres.

Depuis des années, le personnel se bat pour un tassement de la hiérarchie des salaires, les « non-cadres » étant moteurs et les cadres l'acceptant. C'est pourquoi il refuse la nouvelle grille et demande en outre un véritable 13e mois, réparti uniformément entre les salariés.

Face au refus et à une réunion du conseil d'administration qui devait trancher les négociations le 8 février, le personnel s'est mis en grève de 24 heures le 31 janvier et a publié un premier communiqué dans la presse locale. Puis le personnel s'est mis en grève à 80 % le jour du conseil d'administration le 8 février avec présence massive des deux tiers du personnel devant les portes de la réunion. Devant le refus total du conseil d'administration, le personnel a fait un second communuqué de presse, s'en prenant clairement aux élus de gauche. Contrairement au premier, le *Dauphiné libéré* ne l'a pas passé. Quelques jours après nous leur avons envoyé une lettre sèche de rappel. Ils ont fini par publier un texte qui, même édulcoré, provoquera sûrement des réactions importantes.

Saint Avold (Moselle)

CDF Chimie - Lorraine en grève

Depuis le 8 février les 2 600 travailleurs de CDF-Chimie-Lorraine à St-Avold (Moselle) sont en grève. Il s'agit d'un mouvement reconductible toutes les 48 heures.

Ce conflit est la conséquence de la restructuration de la société qui prévoit :

- Une filialisation toujours plus poussée du groupe avec des ramifications internationales ;
- Dans un premier temps des suppressions d'emplois par départs anticipés ;
- Dans un deuxième temps, des licenciements.

Tout cela a déjà des conséquences tant sur le pouvoir d'achat que sur les conditions de travail et de sécurité. A terme, c'est la disparition d'un autre secteur d'activité dans la Lorraine.

Jacques Péan, directeur économique, a déclaré à la revue patronale *L'Usine nouvelle* du 11 janvier 1979 : *« Il faut voir plus large ceci n'est qu'un volet de la politique mondiale que nous ne pouvons pas stopper. Il faut être vendu à l'échelle mondiale : on avait toujours prévu que la consommation se ralentirait en Europe et surtout en France »*. Dans le même article, il est dit : *« Que faire ? Sans doute et sans le dire et mêler la ruse, le chantage à la survie, les expédients, la poursuite du développement, l'aide européenne aussi... »*.

Cela montre bien l'état d'esprit de nos patrons. C'est toujours dans ce même état d'esprit qu'il a été annoncé aux travailleurs des suppressions d'emplois dans divers services :

- Grands intermédiaires : 32 ;
- Service généraux d'exploitation : 7 ;
- Norsorex, dans l'éventualité d'un arrêt complet : 26 ;
- Service intérieur : 7 ;
- Entretien : 26 ;
- Laboratoires : 7 ;
- Directions implantées : 15 ;
- Ingénieurs : 7.

Total général 127 suppressions d'emplois. En plus, il faut ajouter pour le courant de l'année, 50 suppressions d'emplois supplémentaires dans d'autres services. C'est dans ce cadre que notre action s'est déclenchée.

Mais l'intersyndicale ne s'en tient pas uniquement au mouvement en grève. Elle organise aussi d'autres actions qui peuvent avoir leur efficacité dans la mesure où les masses y participent.

Le 10, c'est l'autoroute Metz-Sarrebruck qui a été barrée.

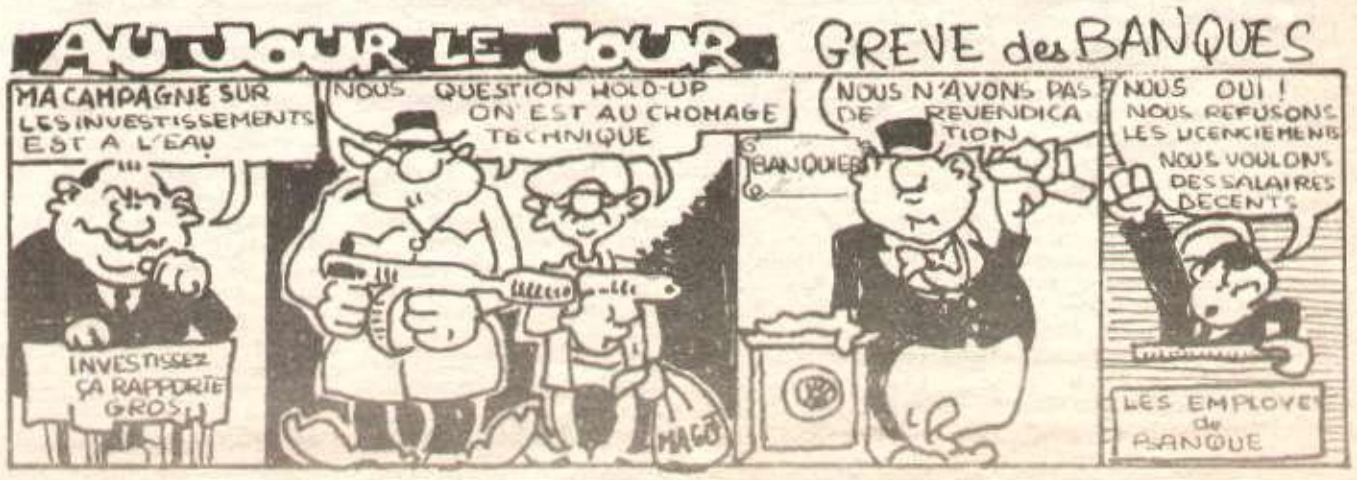
Le 12, après l'assemblée générale qui venait de décider la reconduction de la grève, plus de 200 personnes sont allées bloquer le train Frankfort-Paris. Des slogans expliquant notre lutte ont été inscrits sur la locomotive et sur les wagons. Les flics sont venus nous demander : *« Qui est le responsable de cette manifestation ? »*. Là, tous les travailleurs ont criés à plusieurs reprises : *« Jacques Petitmangin »* (le PDG).

Le même jour, de 14 à 16 heures, c'était le poste frontière de Carling qui était bloqué.

Le 14, jour des revendications à Paris entre la direction et l'intersyndicale, il y a eu diverses actions sur l'autoroute et sur la route de Carling.

La lutte continue.

Correspondant HR



La lame de fond

Ne laissons pas de répit au patronat, au gouvernement et aux maîtres de forges

800 000 grévistes, 200 000 manifestants. Oui, ce 16 février aura été marqué dans la région du Nord par une puissante levée en masse contre le patronat et le gouvernement pour le droit au travail pour tous, contre les licenciements dans la sidérurgie.

80 000 manifestants à la manifestation de Valenciennes, 12 000 à Dunkerque, 15 000 à Boulogne, à Lille, à Lens, 6 000 à Roubaix, 5 000 à Maubeuge, à Arras, 4 000 à Béthune, à Calais, à Saint-Omer, 3 000 à Fourmies...

Dans les plus importantes entreprises de la région, la grève avait été particulièrement suivie : 100 % à l'usine Creusot-Loire (usine des Dunes) de Dunkerque et dans la plupart des usines du Valenciennois, 95 % à la Lainière de Roubaix, chez Jeumont-Schneider et à Vallourec-Louvroil (dans le bassin de la Sambre), aux chantiers Ziegler, de Dunkerque à Usinor-Mardyck etc. 90 % chez Ardel à Douai, à Usinor-Dunkerque, 87 % à Renault-Douai à la Massey-Ferguson de Marquette, chez les dockers de Dunkerque, 85 % chez les verriers d'Aniche, à la Thomson de Lesquin, 70 % chez Stein à Roubaix et à Lannoy, chez les mineurs du Douaisis etc.

Cette journée a été marquée en plusieurs localités par des actions « dures » spectaculaires. A Lille, cinquante jeunes de la CGT ont déployé une banderole sur l'immeuble du quotidien *La Voix du Nord*, à Roubaix, il avait été décidé par les unions locales CFDT et CGT d'occuper l'immeuble *Mercure*, abritant le syndicat patronal du textile ; à Armentières, les manifestants ont bloqué l'autoroute Lille-Dunkerque, à Avion, à Boulogne, à Maubeuge, à Lens, entre Lille et Roubaix, des routes et des carrefours ont été bloqués. A Béthune, des manifestants ont occupé la gare et bloqué le rapide Paris-Dunkerque durant une demi-heure.

SE BATTRE CONTRE LA CRISE

A l'évidence, ces actions reflètaient la volonté des travailleurs de se battre, contre la crise et faire échec aux mesures antisociales du patronat. Cependant, les limites de ces actions n'auront pas échappé à de nombreux travailleurs. Devant la profonde colère des masses laborieuses de la région, ces actions « dures » sont-elles bien de nature à permettre à construire une riposte adaptée à l'ampleur des attaques patronales et gouvernementales ?

UN GRAND ÉLAN DE SOLIDARITÉ

A l'évidence, le gigantesque élan de solidarité qui s'est manifesté dans la rue ce 16 février doit à présent être prolongé sur le terrain des luttes quotidiennes. Non, le 16 février ne sera pas un un enterrement de la lutte à Denain et de la solidarité envers les sidérurgistes, les travailleurs ont pu mesurer leurs forces – qui est immense –, il n'accepteront pas à présent de tomber dans l'attentisme jusqu'à cette marche sur Paris annoncée pour la mi-mars . Pas de temps morts, ne laissons pas de répit ni au patronat ni au gouvernement, poursuivons la lutte sans attendre, en portant des coups au profits des maitres de forge. Car après le 16, rien n'est réglé.

POURSUIVRE LA LUTTE

Poursuivre la lutte, cela signifie à présent :

– Des actions massives et efficaces frappant les profits patronaux, violentes si nécessaire, plutôt que des actions spectaculaires.

– Des actions massives communes des sidérurgistes de Denain et de Longwy tantôt en Lorraine, tantôt dans le Nord, dans et hors des entreprises.

– L'appel à la solidarité lancé par l'intersyndicale de Denain à ceux de Dunkerque et Mardick.

– La montée à Dunkerque de ceux de Denain pour appeler à la solidarité active ceux de Dunkerque et Mardyck.

– Des délégations massives pour les autres entreprises sidérurgiques du Nord pour les appeler à la solidarité, notamment à l'usine des Dunes de Creusot-Loire et à l'usine Chiers-Châtillon à Isbergues.

– L'appel à tous les travailleurs du pays à la solidarité financière avec ceux de Denain lancée par l'intersyndicale d'Usinor-Denain, la création au besoin d'une caisse centrale de grève.

Rémi DAINVILLE

Nord

107 licenciements aux pompes Hibon

AUX Pompes Hibon (fabrique de pompes industrielles à Roubaix), la direction a annoncé 107 licenciements sur 361 salariés (80 dans les bureaux, le reste dans les ateliers) en plus elle prévoit des déclassements et la filiale *Hibon-entretien a réduit* ses horaires à 32 heures par semaine, les arguments sont habituels : « pour une meilleure rentabilité », « il y a un déficit financier ».

La direction voudrait bien faire son nettoyage en douceur. Ça a l'air assez mal parti.

Chaque jour, il y a eu des débrayages, une caravane de voitures a été organisée, etc. et le syndicat CFDT a raison de déclarer dans un communiqué : *« On peut empêcher les licenciements »*.

L'UNITÉ : UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE

Le seul moyen de gagner, c'est de réaliser l'unité des travailleurs.

– L'unité entre Pompes Hibon et Hibon-entretien qui nécessitera de surmonter les difficultés dues au passé, (il y a quelques mois ceux de Hibon-entretien avaient lutté contre des licenciements, ils n'avaient pas trouvé le soutien escompté de la part de ceux de Pompes-Hibon).

– L'unité avec les métallos (ceux de Stein, d'IHF) lors de la grève de Pompes Hibon et entretien, des collectes organisées à Stein avaient très bien marché.

– Et d'abord, en premier lieu, l'unité dans l'entreprise elle-même.

Le patron, d'ailleurs, a compris le truc : il manœuvre au maximum pour empêcher cette unité.

Quelques faits : Il y a deux charrettes de licenciés: deux tiers le 1er mai, le dernier tiers le 1er juin. Le patron s'est empressé de publier la liste des licenciés. Il propose à certains licenciés de remplacer le licenciement par un déclassement, (c'est-à-dire une perte de 30 à 40 % du salaire).

IL FAUT ETRE SOLIDAIRE DE DENAIN

Le Parti communiste marxiste-léniniste voudrait particulièrement insister sur ceci : les travailleurs Hibon doivent être solidaires des sidérurgistes de Denain. Certains peuvent dire « ce qui compte, c'est mon emploi ». Justement ! Que ceux de Denain perdent la bataille, imaginez l'abattement de tous les travailleurs et l'arrogance de tous les patrons. Comment dans ces conditions, une petite boite de Roubaix pourra vaincre alors qu'on aura vu les 6 000 de Denain se casser les dents ?

Lutter contre le chômage à Hibon, être solidaire de Denain, deux combats qui n'en sont qu'un !

QUI EST RESPONSABLE DU CHOMAGE ?

Le journaliste de *Liberté*, journal local du PCF, a fait plusieurs articles sur Hibon. Il y explique que l'Europe est responsable des licenciements des Pompes-Hibon. Cela nous semble faux et dangereux. Voyons sa démonstration.

1 – *« Voilà une entreprise hautement compétitive »* dans sa spécialité une des premières en Europe, sinon dans le monde. Bref : *« une entreprise parfaitement viable »*.

2 – Pourquoi licencier alors ? Pour prospérer, a répondu le patron. Impossible, répond notre journaliste, car *« prospérer en licenciant 107 salariés ? »*.

3 – *« Maintenir une entreprise exportatrice en licenciant près de la moitié du personnel ? »*.

3 – La véritable explication selon lui : le groupe concurrent allemand Aer-Zener veut reprendre Hibon: *« Il apparait que cette dernière en prenant le contrôle de Hibon peut éliminer un concurrent. »*

Concluez vous-même : encore une entreprise française fiable, compétitive, moderne, exportatrice et tout et tout, victime de l'ogre allemand, pour éviter des licenciements nous refusons l'Europe ! C'est faux .

– Car depuis quand la prospérité des patrons assure-t-elle le plein emploi ? Au contraire, c'est souvent au prix de *« dégraissage des effectifs »* que les boites prospèrent.

– Car la reprise de Hibon par Aerzener ne veut pas dire forcément liquidaton par un concurrent. Il peut s'agir d'un regroupement en vue de se renforcer sur le marché. On a vu par exemple le cas sur Roubaix du groupe textile Leclercq-Dupire qui pour avoir accès à des marchés plus importants a décidé sans être en difficulté, de s'intégrer dans le trust DMC.

– Car enfin, même s'il s'agit d'une élimination par un concurrent, il s'agit d'un phénomène propre au capitalisme qui n'est en rien différent de la reprise de Boussac par les frères Willot. Par son tour de passe-passe notre journaliste remplace le véritable responsable : le capitalisme, par le bouc émissaire allemand. C'est dangereux et quand on voit des déclarations appelant à « défendre l'outil de travail, l'entreprise risque de ne plus être viable », on voit les risques de telles analyses. Pour nous, les travailleurs n'ont pas à choisir l'entreprise viable, ni le trust allemand démolisseur, ils ont à défendre le droit au travail face aux capitalistes qu'ils soient français ou allemands.

Correspondant HR

Les travailleurs de la CGCT (Massy, Rennes et Vaugirard) devant le siège à Vaugirard (Photo HR)

Les travailleurs de la CGCT obligent le bras droit du PDG à descendre dans la cour s'expliquer devant tous sur sa politique de l'emploi.

LUTTE

CGCT : les travailleurs passent à l'action

MALGRÉ le froid vif, l'ambiance était plutôt chaude, vendredi après-midi dans le quartier de Vaugirard. Les travailleurs de la CGCT, s'y étaient donné rendez-vous devant le siège de la société. Et ils étaient venus nombreux (plus de 1 500) de Massy, de Fontenay, de différents chantiers, et aussi de Rennes.

Ils manifestaient ainsi leur unité et leur détermination face aux menaces des patrons de supprimer 2 800 emplois en deux ans (voir l'*Humanité rouge* No 1 032) et aussi pour demander des augmentations de salaire.

UNITE

Cette unité s'est traduite par la présence des délégations des unités de production ci-dessus, à l'appel de tous les syndicats : CGT, CFDT, FO, CGC. Elle était aussi présente dans les motions des délégations qui n'oubliaient pas que les travailleurs des deux autres trusts de la téléphonie (CGE et Thomson), étaient soumis aux mêmes menaces.

Présence également sur les pancartes et les badges des manifestants proclamant *« Sidérurgie, téléphonie, solidarité ! »*. Enfin, les travail- apprécièrennt le geste des employés de l'Institut Pasteur, qui, alors que la manifestation passait devant l'institut, brandissaient des pancartes affirmant leur soutien à ceux de la CGCT.

DETERMINATION

Alors qu'une délégation était reçue par la direction, une manifestation combative se déroulait dans le quartier. Sur les banderoles, on pouvait lire : *« Nous ne voulons pas payer la crise des patrons du téléphone »*, *« CGT-CFDT, unité, non aux licenciements »*. *« Demain nous voulons, nous aurons satisfaction »*, était un des slogans les plus repris.

A la fin de la manifestation, la délégation annonçait qu'évidemment rien n'avait pu être obtenu. Mais les propos du patron Besancenont disant qu'il était *« moins à l'aise entouré de travailleurs que lorsque ceux-ci sont dans la rue »*, étant rapportés aux manifestants, ceux-ci ne pouvaient que répondre à cette invitation et grimpèrent les étages jusqu'au bureau de ce monsieur.

Il se retrouvait bien entouré. Mais peu de travailleurs pouvant profiter de ce spectacle et participer aux discussions, il fut fermement prié de descendre dans la cour (où il faisait moins chaud).

Là, il fut soumis aux questions et aux quolibets des travailleurs, mais restait sur ses positions : des miettes ridicules sur les salaires avec les études toujours en cours, et surtout : *« Il ne peut y avoir de négociations sur l'emploi, car il n'y a pas de conflit actuellement ; aucune procédure de licenciement n'est engagée »*.

C'est jouer sur les mots et se foutre de la gueule des travailleurs, car c'est lui qui a estimé au dernier comité central d'entreprise qu'il y aurait d'ici 1980 2 800 travailleurs de trop. Les travailleurs ne raisonnent pas de la même façon, ils lui ont bien fait comprendre que ce qu'ils veulent, c'est aucun licenciement. Lui et les autres patrons de la CGCT et d'ITT devront bien tenir compte de cette détermination qui n'était peut-être pas prévue dans leurs études.

Cette première journée d'action du 16 février est un succès, mais ce n'est qu'un début. Venant après des actions limitées à chaque entreprise, elle doit permettre de préparer dans les meilleures conditions les actions futures qui auront lieu dans la téléphonie.

Correspondant banlieue sud-ouest

LUTTE

Succès de la journée «portes ouvertes» aux abattoirs du Mans

Les bouchers des abattoirs du Mans sont en grève depuis six semaines

DEPUIS six semaines, les ouvriers des abattoirs du Mans sont en grève. La police est intervenue le jeudi 8 février pour évacuer l'usine qui était occupée par les grévistes depuis quatre semaines. Cette intervention policière n'a pas entamé la détermination du personnel qui a maintenu pour le samedi 10 février la journée portes-ouvertes qui était prévue ; le cadenas qui fermait la grille n'a pas résisté bien longtemps.

La direction qui, le vendredi, disait vouloir s'opposer à cette manifestation, n'a pas osé tenter l'épreuve de force. En effet, le conflit bénéficie du soutien de la population. Le nombre de personnes qui se sont déplacées pour la journée portes-ouvertes le prouve.

Depuis de nombreux mois, le climat aux abattoirs était tendu. Malgré des effectifs réduits par la maladie et par la mutation de six personnes à la Communauté urbaine du Mans (les abattoirs sont dirigés par la CUM, bien que les principaux actionnaires soient les gros bouchers du Mans et de la région, Brunneau, Socopa...), la quantité de bêtes abattues par jour était restée sensiblement la même. Cela ajouté aux conditions d'hygiène déplorables explique que les travailleurs aient décidé la grève illimitée à l'annonce de l'augmentation de 1,25 % des cotisations de Sécurité sociale. C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase.

Leurs justes revendications sont :

– Maintien intégral des salaires ;
– Suppression des primes allouées aux agents de maitrise (1 000 F par mois) ;
– Amélioration des conditions d'hygiène et de travail.

Au cours de la journée portes-ouvertes, une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) est allée exprimer le soutien de la section du Mans aux travailleurs en lutte et leur apporter une aide financière du Parti. Pendant la visite des ateliers, elle a pu se rendre compte de ce qui attend les travailleurs qui sont embauchés aux abattoirs du Mans.

LA BRUCELLOSE

La brucellose est une maladie professionnelle de la boucherie. C'est un fléau comparable à la silicose des mineurs. Sur 40 dépistages systématiques, 26 personnes ont été trouvées atteintes, certaines gravement ne pourront sans doute plus reprendre le travail.

Rien n'est fait pour prévenir cette maladie. Le dépistage est fait en dépit du bon sens. Certains passent deux fois la visite en l'espace de 15 jours, d'autres ne sont pas passées depuis un an.

La recrudescence de cette maladie n'est pas étonnante. Elle n'est que la conséquence des conditions de travail et d'hygiène dans l'entreprise.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les cadences sont élevées : elles vont fréquemment jusqu'à 45 bœufs ou 80 porcs à l'heure, ce qui est le maximum possible sans doubler le personnel aux postes de travail.

Après deux heures et demi, le personnel n'en peut plus. A 50 ans, les travailleurs sont usés. Celui qui est chargé de fendre le bœuf en deux, doit manœuvrer une scie de 90 kilogrammes. L'équilibrage a été conçu de telle manière que lorsque la passerelle sur laquelle est situé l'ouvrier est en position haute, l'équilibrage est inéfficace et les 90 kilogrammes reposent entièrement sur les bras du travailleur qui manœuvre la scie.

Certains postes de dépeçage ont été conçus pour des gauchers, s'ils sont absents, c'est un droitier qui tient le poste, mais il doit travailler avec le bras gauche. Au bout d'une heure l'ouvrier ne sent plus son bras.

Ceux qui ne peuvent plus tenir les cadences sont affectés à la boucherie. Il faut réceptionner et attacher les bêtes. Certaines sont particulièrement dangereuses, car surexcitées, après avoir été manipulées plus ou moins doucement. Les coups de cornes ou de pattes sont monnaie courante.

Le directeur qui avait voulu faire du zèle et montrer la façon de s'y prendre l'a appris à ses dépens, il est reparti en boitant bas. Il n'est pas revenu. Et puis, si on ne peut pas s'adapter à la boucherie non plus, c'est la porte.

LES CONDITIONS D'HYGIENE

La cantine est fréquentée par les rats. Elle est située dans un local qui, à l'origine servait d'atelier d'entretien. Quand nous sommes passés, elle venait d'être repeinte, mais dans trois mois, les murs seront de nouveau couverts de moisissures.

Les vestiaires ne sont pas chauffés et absolument pas aérés. Il y a une bouche d'évacuation d'eau à l'intérieur et il arrive assez souvent que les égouts se bouchent. Ces jours-là, il y a 10 à 20 centimètres d'eau par terre. Pour se changer, il faut monter sur les bancs.

Dans les ateliers, quand les égouts se bouchent, il y a aussi de l'eau croupie qui recouvre le sol.

Les « blancs » ne sont chargés que deux fois par semaine, ils deviennent très vite des foyers d'infection.

On le voit bien, la santé des travailleurs et des consommateurs ne préoccupe pas beaucoup la direction.

LA SECURITE

Les sols sont extrêmement glissants de même que certaines plates-formes sur lesquelles travaillent les ouvriers postés. En cas de chute, il y a toujours le risque de s'éventrer avec les outils destinés à dépecer ou découper.

– L'installation électrique, dès sa mise en service, n'a jamais été conforme aux normes de sécurité, les poignées de chataigne sont fréquentes.

– Le local de charge de batterie ne communique qu'avec la cantine, il n'est aéré qu'au travers de la cantine. Quand on sait que c'est de l'hydrogène qui se dégage pendant la charge des batteries, on comprend pourquoi les normes de sécurité imposent du matériel électrique anti-déflagrant. Dans la cantine, il n'est pas question de tout cela bien entendu.

Après la visite, on comprend mieux que les travailleurs des abattoirs ne sont pas décidés à reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Ils refusent de voir leur santé et celle des consommateurs sacrifiées, ils refusent de se serrer toujours davantage la ceinture pour assurrer toujours plus de profits pour les patrons.

Correspondant le Mans

(*) Dernièrement, les ouvriers ont réoccupé la chaufferie.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Oceanic - Gien

Chômage technique dans cette usine du trust ITT

OCEANIC-GIEN c'est l'usine du trust ITT dont les ouvriers de Sonolor-La Courneuve sont actuellement en lutte contre les licenciements. L'usine de Gien emploie 270 personnes, essentiellement des femmes et des jeunes. Depuis début janvier, ils sont au chômage partiel. Les horaires de travail ont été ramenés à 32 heures par semaine. De plus, du 16 février au 5 mars, ils seront au chômage total pour la deuxième fois depuis le début de l'année 1979.

La raison de cette situation : une partie de la production va être réalisée en Malaisie. Déjà une partie du matériel nécessaire au montage de télévision est expédiée pour y être montée.

La section CGT de l'usine exige l'indemnisation à 100 % du chômage partiel et la garantie de l'emploi.

La direction, la municipalité refusent de s'engager pour garantir l'emploi. La direction et les pouvoirs publics ne garantissent pas l'emploi au delà de septembre, des licenciements n'étant pas à exclure.

La direction, quant à elle, change tous les jours les cadences sur certaines chaines visant à faire produire l'équivalent de 40 heures de travail.

La CGT s'est engagée dans un travail de mobilisation visant à assurer les ouvriers de La Courneuve de la solidarité du personnel de l'usine ITT de Gien.

Les sections syndicales CGT de Gien, Chartres, La Courneuve vont poursuivre leur coordination et la mobilisation de l'ensemble des ouvrier ITT.

Le Parti communiste marxiste-léniniste a distribué un tract appellant à la solidarité sur les quatre usines du trust.

Correspondant

Chasse aux sorcières à l'hôpital Sainte-Anne ?

A L'INITIATIVE de l'école des cadres (école interne à l'hôpital St-Anne, chargée de la formation du personnel d'encadrement : surveillantes, moniteurs) circule dans les services un bien curieux questionnaires adressé au personnel infirmier. Il comporte 46 questions dont un bon nombre bafoue les droits élémentaires du personnel.

Jugez plutôt :

- *Nationalité des parents ?*
- *Vivez-vous en concubinage ?*
- *Quel est votre religion ?*
- *Avez-vous confirmé vos enfants ?*
- *Etes-vous syndiqués ?*
- *Avez-vous des activités politiques, syndicales ou autres ?*
- *Et anonymement... l'adresse des parents !!!*

Peut-on croire que la direction de l'hôpital est étrangère à la diffusion de cette enquête ? Peut-on croire que ces questionnaires seront jetés au panier après l'utilisation par l'école des cadres ?

Il ne fait aucun doute que de tels questionnaires présentent un grand intérêt pour la formation des cadres. N'est-il pas la preuve par neuf du rôle répressif que l'on attend des élèves-cadres.

Ce questionnaire provoqua une grande indignation dans les services. La CGT pour sa part a sorti un tract dénonçant ce questionnaire. Une délégation CGT s'est rendue à la direction pour obtenir son annulation. La CFDT n'a pas réagi pour le moment.

Affaire à suivre
Correspondant

Clermont-Ferrand

70 licenciements prévus à l'imprimerie Montlouis

L'IMPRIMERIE Montlouis est l'une des grosses imprimerie du groupe SNEP (Société nationale des entreprises de presse) créée à la Libération après la réquisition des imprimeries kollabo.

Effectifs : fin 1976 : 510 personnes. Avril 1977 : 35 licenciements. Aujourd'hui : 356 personnes (316 ouvriers). La situation actuelle est la conséquence de la restructuration de tout le secteur « livre » qui a déjà frappé les travailleurs de l'IMRO, du *Parisien libéré*...

Les plans des patrons de Montlouis

Les licenciements concernent deux secteurs :

— Le secteur impressiion de chèques (situation liée, d'après les patrons, à l'information dans les banques).

— Les service typographie- linotypie que les patrons veulent supprimer purement et simplement en faisant faire le travail par les grosses boites de photocomposition.

Les travailleurs

Qu'on se souvienne de la grève d'octobre 1976 pour des revendications salariales. Qu'on se souvienne du soutien actif d'une partie d'entre eux à la lutte des travailleurs de l'IMRO.

Puis les licenciements de 1977 qui n'ont pas entrainé la riposte nécessaire à cause de l'attitude des dirigeants de la CGT qui ne mobilisent pas (personnel essouflé par la grève de l'automne ?).

Depuis un an s'est créée une section CFDT. Aux dernières élections au comité d'entreprise, une liste unitaire CGT-CFDT a été imposée aux dirigeants CGT par leur base (pas mal de syndiqués CGT sont en désaccord avec le bureau PCF et ne sont par exemple pas d'accord avec les pratiques de remplacements de travailleurs de l'imprimerie de La Montagne).

Dans le tract commun CGT-CFDT du 12 février 1979, on peut noter : *« Ces licenciements sont intolérables : aucun ne sera accepté. Telle est la position unanime des délégués du personnel et membre du comité d'entreprise CGT et CFDT, réunis en collectif syndical »*. Cela suivi de l'annonce de prises de contact avec les associations représentatives, municipalités, élus.

Correspondant Clermont-Ferrand

Grève à la BNP d'Orléans

LE personnel du centre administratif de la BNP à Sarran près d'Orléans est en grève depuis le 23 janvier, soutenu par la section CFDT de la boite. Leurs revendications portent sur les effectifs, les salaires, et les conditions de travail. Ils sont toujours aussi déterminés à obtenir satisfaction malgré les miettes que la direction se voit contrainte de commencer à lâcher : 12 personnes en plus sur les 34 demandées, quelques avancées sur les conditions de travail, mais toujours un blocage au niveau des salaires. Depuis le lundi 12 février à 13 heures, l'occupation du centre de tri où se trouvent les services comptabilité, portefeuille et informatique a été décidée en assemblée générale qui se réunit chaque jour afin que le travail ne soit pas fait par les « gradés » renvoyés dans d'autres centres. Au niveau de la solidarité, un certain nombre des sections syndicales, de banques principalement ont envoyé un soutien financier.

La gratuité de la cantine scolaires pour les enfants des grévistes a été accordée dans deux municipalités : Fleury-les-Aubrais et Sarran, mairies PCF. Mais qui dit grève dure, dit répression. Un constat d'huissier a été fait car nous savons que le droit de grève est bafoué tous les jours. On a le droit de faire grève à condition de ne pas empêcher le travail de se faire, donc de ne pas occuper les locaux. La « liberté du travail » chère à notre bourgeoisie n'est que le moyen d'amputer le droit de grève. Quatre représentants du personnel se sont retrouvés au tribunal des référés et ce malgré que l'huissier ait constaté qu'aucune dégradation du matériel n'ait été commise. Qu'aucun risque d'incendie n'existait. Mais vu que la justice est faite par les patrons et pour les patrons, l'expulsion des locaux par les flics a été décidée. La lutte que mènent les travailleurs du centre administratif fait partie de la lutte que mènent tous les travailleurs notamment ceux de l'Est et du Nord contre le chômage et les licenciements, pour des salaires décents d'environ 2 000 francs à l'embauche au centre administratif et pour l'amélioration des conditions de travail et de vie.

Correspondant Orléans

Les licenciements continuent dans la vallée de l'Uvonne

VINGT-SEPT menaces de licenciements à la Moutte, institut médico-professionnel. Après Coder, Prior, Danone, Riviera, etc. ça continue dans la vallée de l'Uvonne. Communiqué :

« Les sections syndicales SNEP-CGT, CFDT, CFTC, FO de l'enseignement privé sont décidées à ne pas faire les frais de la politique d'austérité qui frappe même l'enfance inadaptée. Tous unis devant la gravité de la situation qui veut qu'un institut médico-professionnel en l'occurrence l'IMPRO sis à Marseille, boulevard de la Baldarelle dans le 11e arrondissement se voit contraint de fermer les portes en juillet. Résultat : 27 personnes viendront grossir le nombre des chômeurs de notre région. On nous promet la mutation d'un certain nombre d'entre nous dans d'autre établissements. Combien ? Devons-nous attendre nous dans d'autres établissements.
nous dans d'autres établissements. Combien ? Devons-nous attendre la liste des licenciements ? Non ! Nous nous battrons pour la défense et la garantie de l'emploi et pour ce faire le personnel de l'institut fera une journée de grève le 20 mars, soutenu par tous les centres de l'association. Un rassemblement est prévu à 17 h 30, angle de la Canebière et du boulevard d'Athènes. Manifestation de tout le personnel des divers centres de formation et métier au siège de l'association, à Marseille. Envoyez ce jour-là des télégrammes de soutien au personnel en lutte (notamment éducateurs) *au siège de l'association.*

Assemblée générale du personnel et intersyndicale

BLOC-NOTES

Dans le prochain numéro de l'*Humanité rouge*, daté du 22 février 1979, paraîtront deux pages sur la grève de la SFP et de l'ORTF. Un tirage à part de ces deux pages sera effectué pour une diffusion sur tous les centres ORTF. Les commandes doivent être passées immédiatement à l'administration.

PARIS
Réunion-débat pour le soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe.

Cette réunion organisée par le Comité Zimbabwe aura lieu le vendredi 23 février 1979 à 20 h 15. Salle de l'AGECA 117, rue de Charonne. Paris 11e Métro Alexandre Dumas.

Dans le prochain bimensuel

UN DOCUMENT PASSIONNANT

Dans le No 49 du bimensuel, qui sort le 21 février, l'interview exclusive que Jiri Pelikan a bien voulu nous accorder apporte son témoignage de militant engagé dans la lutte pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

Ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, exclu de ce parti en 1969 au début de la « normalisation », il vit actuellement à Rome.

Commandez ce numéro de l'Humaaité rouge bimensuel à *l'Humanité rouge* BP 61 75861 ; Paris Cédex 18– CCP 3022672D - La Source.

PARIS XVIIIe
Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures – Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'or (métro Barbès ou La Chapelle).
Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e.

PARIS
Meeting des UL-CFDT des 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements.

Mardi 20 février à 20 heures. Salle de l'Epicerie rue du Renard Métro Hôtel de Ville.
Sur le logement, l'emploi, les travailleurs immigrés avec un film sur les néttoyeurs du métro.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

LE VIETNAM

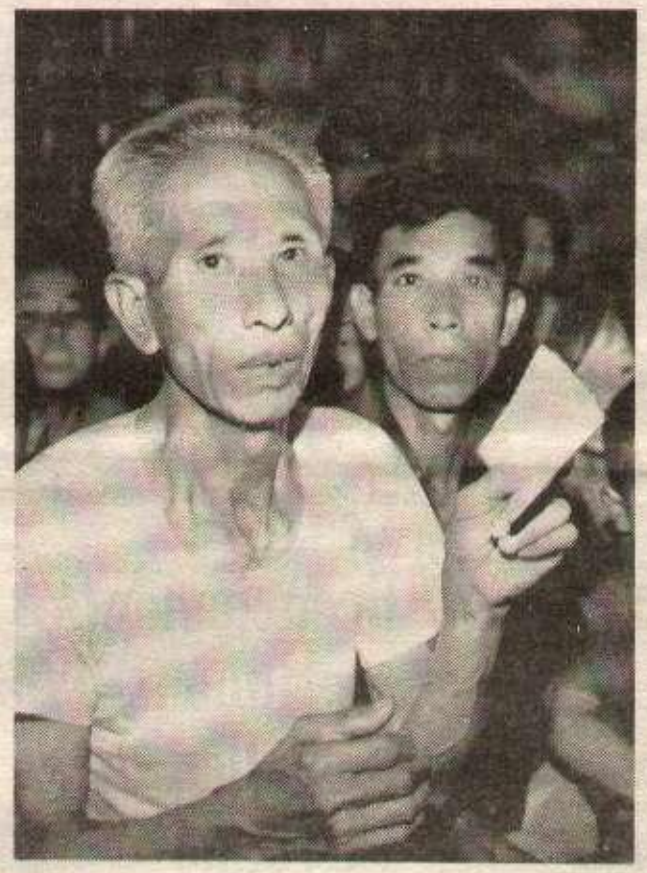
Des persécutions antichinoises aux provocations militaires

Ces nombreuses pointes de bambou ont été plantées par les militaires vietnamiens sur le côté chinois d'une borne frontière dans la province de Yunnan

QUELLE a été l'attitude du Vietnam à l'égard de la Chine depuis quelques mois ? Voilà ce qu'il est indispensable de savoir pour comprendre de quelle « patience » ont fait preuve les dirigeants chinois et comment ils se sont estimée dans l'obligation de contre-attaquer sous peine que leur attitude soit prise pour de la faiblesse et ne fasse qu'encourager les provocations vietnamiennes.

En quelques mois, le Vietnam a expulsé 160 000 ressortissants chinois leur faisant supporter les frais de la détérioration volontaire de ses relations avec la Chine. Tous faisaient état de nombreuses persécutions subies. En septembre dernier, nous avons ainsi publié l'interview exclusive d'un ouvrier chinois, membre de l'Assemblée nationale vietnamienne, héros du travail, membre du parti des travailleurs du Vietnam. Il donnait des exemples des persécutions auxquelles les ressortissants chinois étaient soumis depuis quelques temps : diminution des rations alimentaires et discriminations diverses, pressions y compris physiques pour forcer au départ. *« Des agents de la sécurité publique disaient*, raconte-t-il. *: " Si vous ne rentrez pas chez vous, on va vous envoyer à la guerre contre le Cambodge " »*. Et effectivement quelques mois plus tard le Vietnam devait envahir le Cambodge pour assouvir son expansionnisme régional. Dans la même période, il s'est livré à des centaines de provocations contre la population chinoise frontalière, faisant exploser des mines en terrain chinois, faisant plus de trois cents morts et blessés.

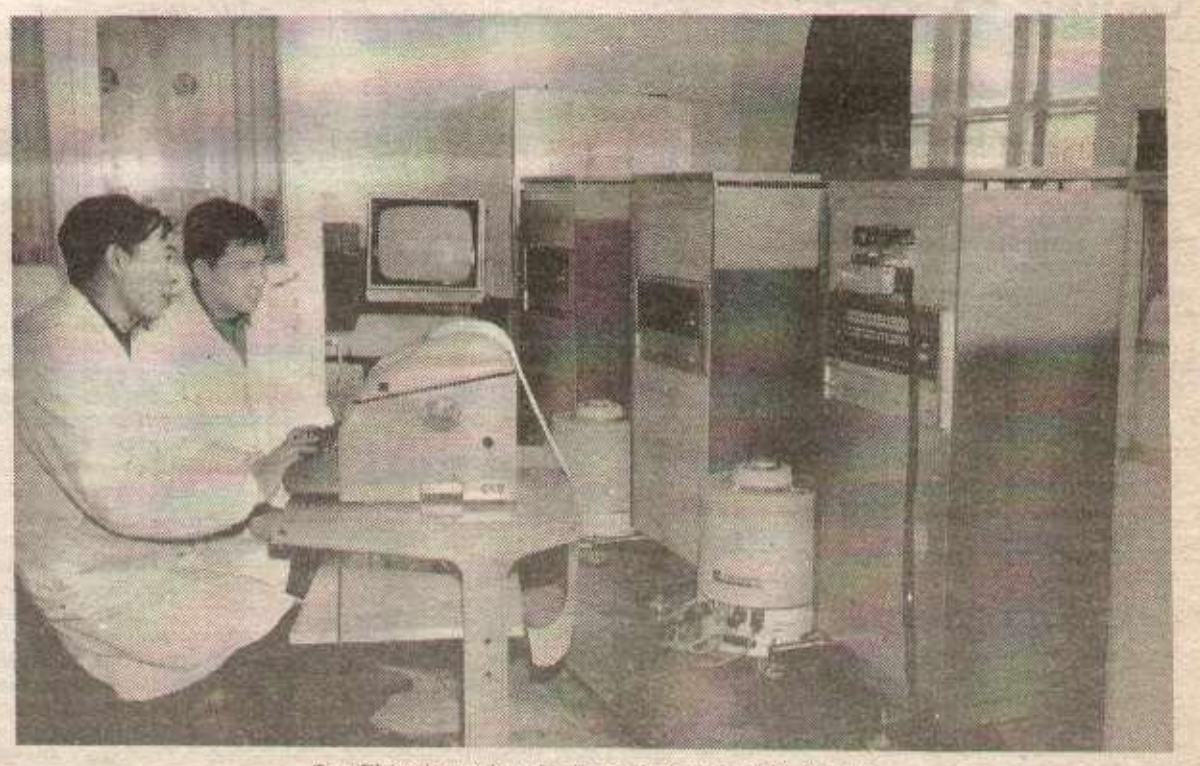
On est moins étonné d'une telle conduite quand on sait que le 29 juin dernier, le Vietnam est entré dans le Comecon, qu'un peu plus tard il s'est félicité du dixième anniversaire de l'invasion russe en Tchécoslovaquie et s'est dépêché de signer un pacte militaire avec l'URSS. Celle-ci qui veut remplacer les USA en tant que superpuissance dominante dans la région n'a-t-elle pas intérêt à pousser le Vietnam contre la Chine qui s'oppose fermement à sa politique agressive et soutient les peuples de la région.



Un vieux Chinois expulsé du Vietnam accuse les autorités vietnamiennes de persécuter les Chinois. Il dit comment les autorités vietnamiennes rendent en mal ce que l'on a donné en bien. Et effet, son fils était un combattant de l'armée du peuple du Vietnam et fut tué lors de la guerre de libération nationale

Houang Tchen-se, agée de soixante ans, a été blessée à l'épaule et à la paume par les balles des soldats vietnamiens, le 27 mai dernier. Ne pouvant plus supporter les persécutions des autorités vietnamiennes, elle avait pris le bateau pour regagner la Chine avec une cinquantaine d'autres Chinois. Les soldats vietnamiens ont ouvert le feu et blessé deux personnes, une jeune fille et Houang Tchen-se.

Membres d'une commune populaire dans le Kwangsi, blessés à coup de fusil le 1er novembre lors d'une incursion de nombreux Vietnamiens.



Les Chinois ont besoin d'une longue période de paix pour mener à bien la modernisation socialiste. Tout se passe comme si, par les multiples provocations armées dont ils sont victimes, ont voulait les en détourner. C'est le Vietnam qui provoque, mais qui donc sinon l'URSS a les moyens et l'intérêt à l'y pousser.